Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1119

Artikel: La crise est dépassée, mais pas résolue
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1011468

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La crise est dépassée, mais pas résolue

Personne n'a perdu la face, mais discussions et réformes ne doivent pas être interrompues pour autant.

(*jd*) La non-élection, le 3 mars dernier, de Christiane Brunner au siège laissé vacant par René Felber a été perçue comme une provocation stupide: par les femmes qui, après deux décennies de suffrage féminin, attendent avec impatience que soit effacé le malheureux intermède d'Elisabeth Kopp et que devienne banale la présence féminine au Conseil fédéral; mais aussi par les hommes qui se sentent mal représentés par un gouvernement exclusivement masculin; par les gens de gauche, électeurs, sympathisants et militants, dont le cercle déborde largement le cadre du parti socialiste et qui reçoivent comme une humiliation la démonstration de force de la majorité parlementaire; par les générations d'après 1968, pour qui l'échec de Christiane Brunner signifie une fin de non-recevoir à leur manière de percevoir le monde d'aujourd'hui.

S'en rappellera-t-on aux prochaines élections ?

Les craintes, exprimées ou non, conscientes ou enfouies à l'égard de la candidate socialiste, reflètent la méconnaissance de nombreux députés, leur insensibilité à l'égard des aspirations d'une large partie de la population, à l'égard de l'évolution et de la diversité des mentalités. Et ce au moment même où le pays est confronté à de graves difficultés et où ceux qui se prétendent responsables en appellent à un sursaut collectif. Tous ces déçus, toutes ces laissées pour compte sauront-ils réagir lors des prochaines élections fédérales ou rejoindront-ils la cohorte grandissante des abstentionnistes désillusionnés ? A ce seul titre les parlementaires «refuzniks» portent une lourde responsabilité.

A deux reprises les socialistes ont présenté des candidates de valeur, à la fois représentatives de la gauche et prêtes à participer de manière constructive au compromis gouvernemental. Il y a dix ans, la brillante intelligence de Lilian Uchtenhagen a fait peur aux députés qui, prenant prétexte de la démarche quelque peu cavalière de Helmut Hubacher — notre candidate ou la crise — n'ont pas osé le pas historique. Aujourd'hui, c'est la force tranquille et la liberté d'esprit de Christiane Brunner — quel homme aurait fait preuve d'un pareil sang-froid et d'une telle simplicité au cours de la campagne et au moment de l'élection ? — qui effraient ces mêmes députés laissant croire que les socialistes n'ont pas appuyé clairement leur candidate.

Ce jeu hypocrite ne peut plus durer. Si une personnalité aux qualités incontestables et la gestion prudente de sa candidature ne suffisent pas à convaincre la majorité, c'est alors la formule gouvernementale qui est en question. Et c'est manquer singulièrement de courage que de ne pas l'annoncer franchement. Il ne s'agit pas de contester à l'Assemblée fédérale la compétence d'élire les conseillers fédéraux. Mais la formule de coopération qui prévaut encore dans la composition et le fonctionnement de l'exécutif exige un minimum de respect entre les partenaires. L'arbitraire d'un choix sans motivation clairement exprimée n'est pas tolérable. A vouloir systématiquement contraindre et rabaisser son partenaire, la majorité bourgeoise vide cette formule de son contenu et discrédite les socialistes dont elle prétend vouloir la présence au gouvernement. Une volonté confirmée par l'accueil favorbale des deux principaux partenaires gouvernementaux des socialistes, les radicaux et les démocrates-chrétiens, à l'annonce de la double candidature de Christiane Brunner et de Ruth Dreifuss pour le 10 mars.

Les risques d'un retrait socialiste

Un retrait socialiste du gouvernement a souvent été évoqué durant cette semaine. Une solution qui ne présente de loin pas tous les avantages dont on l'auréole. Libérée de l'hypothèque socialiste, la droite aurait été tentée de suivre la ligne dure de ses ultras et de ratisser les plates-bandes automobilistes, nationalistes et liguardes. Quant à la gauche, la cure de jouvence qu'on lui recommande aurait bien risqué de renforcer celles et ceux qui, dans ses rangs et à sa marge, ne se sentent vivre que dans la surenchère oppositionnelle. Les démagogues de tous bords auraient pu se livrer sans contrainte à leurs penchants populistes. Serait resté l'exercice des droits populaires. Mais là aussi il ne faut pas s'illusionner: le référendum est d'abord un moyen de blocage et l'initiative un instrument beaucoup trop lourd pour traduire efficacement un projet politique. Le rêve d'un renouveau stimulé par le retrait socialiste se serait bien vite transformé en un cauchemar marqué par des divisions stériles et paralysantes. Les députés «refuzniks» y ont-ils songé et étaient-ils prêts à assumer la responsabilité de ce scénario-catastrophe ?

Le respect mutuel des partenaires

La crise sera finalement résolue, grâce au retrait de Francis Matthey, sans que ni bourgeois ni socialistes ne perdent la face. Une crise dont on aurait pourtant pu faire l'économie, tout comme les bourgeois auraient pu éviter de jouer avec des personnes comme s'ils étaient au tire-pipe. Et si la formule magique doit finalement être préservée, elle ne sortira pas indemne de ce triste épisode: il appartient désormais aux partis gouvernementaux de rediscuter de son fonctionnement et de se mettre d'accord sur des règles impliquant le respect mutuel de chacun des partenaires. ■

C'est la faute à la presse

(*pi*) Si Christiane Brunner n'a pas été élue le 3 mars, c'est la faute à la presse. Combien de fois a-t-on entendu cette affirmation sortir de la bouche de parlementaires bourgeois ? Selon eux, il faudrait laisser l'Assemblée fédérale à ses occupations et se contenter de rendre compte des résultats. Mais la campagne qui a littéralement poussé Christiane Brunner était du plus mauvais effet sur des députés qui ne supportent pas les pressions.

Il faut vraiment être à court d'arguments pour dire pareilles sottises. Parmi ceux qui se plaignent du rôle